



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Septembre 2020

POLOGNE	1
HONGRIE.....	7
REPUBLIQUE TCHEQUE.....	9
LETTONIE.....	12
ESTONIE.....	13

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,4 PLN

Remaniement ministériel:

- Voici la liste des ministres chargés des questions couvertes par la présente veille après le remaniement officialisé le 6 octobre :
 - **Ministre des Actifs Publics**: Jacek Sasin (vice-premier ministre ; portefeuille : actifs publics et gestion des ressources minières),
 - **Ministre du Développement, du Travail et des Technologies** : Jarosław Gowin (vice-premier ministre ; portefeuille : construction, économie, tourisme, travail ; le nouveau ministère a repris le portefeuille du ministère du développement supprimé suite au remaniement),
 - **Ministre du Climat et de l'Environnement** : Michał Kurtyka (portefeuille : énergie, gestion de l'eau, climat et environnement ; suite à la suppression du ministère de l'environnement, le ministère de Kurtyka englobe les problématiques climatiques-énergétiques et environnementales),
 - **Ministre des Infrastructures** : Andrzej Adamczyk (portefeuille : communication, transports, pêche et navigation fluviale et économie maritime – les deux champs repris suite à la suppression du ministère de l'économie maritime et de la navigation fluviale),
 - **Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural** : Grzegorz Puda – nouvel entrant (portefeuille : agriculture, développement rural, marchés agricoles, forêts nationales),
 - **Ministre des Finances** : Tadeusz Kościński (portefeuille : budget, finances publiques, institutions financières, fonds européens et politique régionale ; le nouveau ministère a repris le portefeuille du ministère des fonds et de la politique régionale supprimé suite au remaniement).

Financement

- La société ML System recevra de la part de l'Agence polonaise du développement de l'entrepreneuriat (Polska Agencja Rozwoju Przedsiębiorczości, PARP) 88,5 M PLN de subvention pour son projet stratégique Active Glass (production de vitres photovoltaïques à revêtement en quartz).

Climat/Environnement

- La Pologne accueille avec inquiétude la proposition de la Commission Européenne de porter jusqu'à au moins 55 % d'ici 2030 l'objectif de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de l'UE sans présenter des moyens permettant la réalisation de cet objectif. Par contre, la Pologne accueille favorablement la référence faite au rôle du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, car potentiellement cela



pourrait être l'un des plus importants mécanismes faisant augmenter les ambitions globales en matière de lutte contre le changement climatique. La Pologne souligne l'importance de la promotion de l'électromobilité et de la modernisation thermique des bâtiments ainsi que de la réduction de la précarité énergétique. Vu un poids considérable de la décision sur une éventuelle augmentation de l'objectif de réduction des émissions d'ici 2030, elle ne pourra pas, selon la Pologne, être prise sans une analyse détaillée de ses effets et sans compréhension et planification des mesures indispensables pour la réalisation de cet objectif.

- Le 1^{er} septembre M. Jacek Hutyra d'Orange Polska a été nommé le premier 'Climate Officer' dans le Groupe Orange. De plus, ce poste est sûrement le premier de ce type dans le secteur privé en Pologne. Pour rappel, à la fin 2019 le Groupe Orange a affiché la volonté de devenir neutre en carbone à l'horizon 2040.

Déchets

- Le ministère du climat prépare un projet de loi déclassifiant les produits issus du fraisage des couches bitumeuses, actuellement considérés comme déchets. Il sera donc plus facile de les réutiliser comme granulats dans la construction ou reprise des routes. Selon le ministère, ces propositions s'inscrivent bien dans les objectifs de l'économie circulaire.
- La société municipale Port Czystej Energii Sp. z o.o. (PCE), investisseur du projet de construction de l'incinérateur des déchets de 160 000 t/an à Gdansk-Szadółki a obtenu un prêt à hauteur de presque 300 M PLN (68 M€) du Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW). Auparavant, l'investisseur a bénéficié d'un cofinancement européen de presque 270 M PLN (61 M€) dans le cadre du Programme Opérationnel « Infrastructures et Environnement » 2014-2020. Pour rappel, le 7 mai 2018 PCE a signé avec le consortium Astaldi-Termomeccanica-Dalkia Wastenergy un contrat pour la réalisation du projet sous la forme d'un partenariat public-privé.

Qualité de l'air

- Le 17 septembre, la diète a adopté l'amendement de la loi relative au soutien à la modernisation thermique et à la rénovation des bâtiments. La loi vise à :
 - améliorer le programme-pilote « Stop Smog » mis en place en février 2019,
 - mettre en place un Registre Central d'Emissivité des Bâtiments,
 - améliorer le fonctionnement du programme gouvernemental « Air Pur » (*Czyste Powietrze*) géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW).
- Un groupe chargé de l'efficacité et de la transformation énergétique des bâtiments vient d'être établi au sein du ministère du développement. Son rôle sera de préparer la réforme énergétique des bâtiments en Pologne.
- Le 28 septembre, les députés locaux de la diétine de la voïvodie de Poméranie ont adopté des mesures portant sur les changements de système du chauffage des maisons individuelles afin de réduire la pollution de l'air dans la région. Les arrêtés prévoient entre autres d'éliminer les combustibles de mauvaise qualité et de remplacer progressivement d'ici 2032 les chaudières polluantes par des appareils propres.

ENR

- Au mois d'août, la puissance photovoltaïque a augmenté de 267,02 MW. Au premier septembre, sa valeur totale s'élevait à 2528,371 MW.
- Le 25 septembre, les représentants de collectivités locales de la voïvodie de Poméranie, des écoles supérieures, des associations sectorielles et des entreprises ont signé une déclaration sur la création de la Plateforme de Poméranie du développement de l'éolien offshore sur la mer Baltique (Pomorska Platforma Rozwoju Morskiej Energetyki Wiatrowej na Bałtyku) qui a pour objectif de préparer la région aux défis liés à la construction de fermes éoliennes offshore.
- A l'issue de la conférence „Pomeranian Offshore Wind Conference” qui s'est tenue le 30 septembre à Szczecin, les représentants de la Commission Européenne et les ministres de la Pologne, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Allemagne et du Suède ont signé la Déclaration Balte en faveur de l'énergie éolienne offshore (ci-jointe). L'objectif de cette coopération est d'accélérer le développement de la capacité éolienne sur la mer Baltique et d'optimiser les actions visant à exploiter pleinement le potentiel économique et énergétique de la mer.
- Wojciech Dąbrowski, président de la société PGE a annoncé que sa société envisageait de produire 100% de l'énergie verte à l'horizon 2050.



Energie

Politique énergétique

- Le 8 septembre, le Ministère du Climat a diffusé les grandes lignes du projet de la Politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040 (PEP2040), qui entame le circuit de négociations et validations, avant l'adoption par le Conseil des ministres, qui la rendra effective. Le projet dans sa version détaillée sera rendu public dès validation par les premières instances ministérielles. Le projet repose sur **trois piliers**:
- Une transition juste : permettre aux régions dépendant de l'extraction de combustibles fossiles de s'engager dans le modèle de développement à faible émission.** Cela comprend le développement de filières industrielles et énergétiques (redéploiement de la main d'œuvre minière, et création de 300 000 postes dans les secteurs ENR). **60 Md PLN de fonds européens y seront consacrés.**
 - Développement en 20 ans d'un système énergétique à émissions nulles** qui aura au moins la même puissance que le système actuel reposant sur le charbon. Les trois leviers seront l'éolien off-shore (**8-11 GW** de puissance en 2040, investissement évalué à **130 Md PLN**), l'énergie nucléaire (**6-9 GW, 150 Md PLN**) et les actions citoyennes (1M de « prosommateurs » visés à horizon 2030). Le premier bloc nucléaire d'une puissance de 1-1,6 GW serait mis en exploitation en 2033 et il y aura 6 blocs au total.
 - Amélioration de la qualité de l'air** en prévoyant la sortie du charbon dans le chauffage individuel à horizon 2030 dans les villes et d'ici à 2040 dans les campagnes et en déployant les modes de déplacement moins émissifs, la qualité de l'air sera améliorée.

Selon le projet, les parts du charbon dans la production d'énergie électrique s'élèveraient à **37,5-56%** à l'horizon **2030** et à **11-28 %** à l'horizon **2040** (en fonction des prix des quotas d'émission de l'UE).

A l'horizon 2030, le projet prévoit une **part des ENR dans la production d'électricité d'au moins 32 %** (grâce à 5,9 GW de puissance dans l'éolien off-shore, 8-10 GW dans l'éolien on-shore et 5-7 GW dans le photovoltaïque), **d'au moins 14 % dans le transport** (grâce aux biocarburants et l'électromobilité) et **d'au moins 28 % dans le chauffage** (grâce à la biomasse, le biogaz et les pompes à chaleur). **Les parts des ENR dans la consommation finale d'énergie s'élèveraient à au moins 23% en 2030.** Concernant le projet controversé de la mine de lignite à ciel ouvert Zloczew (qui permettrait de prolonger le fonctionnement de la centrale électrique Bełchatów qui produit environ 20 % d'électricité en Pologne et est le plus grand émetteur d'émission CO₂ dans l'UE), la décision finale serait laissée à l'investisseur PGE, majoritairement détenu par l'Etat.

- Le Ministère des actifs publics a choisi KPMG Advisory pour le conseiller dans l'élaboration de la stratégie pour le secteur énergétique. Ses propositions sont attendues d'ici à la fin de l'année.

Charbon

- Au mois d'août, la production de houille a diminué de 15,8 % et celle de lignite de 1,8 % par rapport à la même période de l'année précédente.
- Le graphique à droite présente l'évolution des stocks du charbon dans les mines entre juillet 2017 et juillet 2020 en Mt :



- La délégation gouvernementale et les syndicats miniers ont signé un accord sur la transformation du secteur. La dernière mine de houille serait fermée en 2049. Les postes de mineurs qui travaillent actuellement seraient garantis jusqu'à leur retraite et dans le cas où ce ne serait pas possible, ils obtiendraient une protection sociale. Le gouvernement, nommerait un plénipotentiaire chargé de la transformation sociale et économique des sites miniers. L'accord doit être maintenant notifié à la Commission européenne.



- Les ministères tchèques de l'Environnement et des Affaires étrangères ont officiellement sollicité l'avis de la Commission européenne à propos du projet d'extension de la mine à ciel ouvert de lignite de Turów en Pologne. Les autorités tchèques sont convaincues qu'avec ce projet, la Pologne ne respecte pas ses obligations découlant de quatre directives européennes. La Commission européenne a désormais trois mois pour s'exprimer sur ce projet d'extension de mine controversé. Le gouvernement polonais entend toutefois agrandir la mine (propriété du groupe PGE) et poursuivre exploitation à Turów jusqu'en 2044. Le projet inquiète les habitants des communes voisines dans le nord de la République tchèque en raison de son impact sur les réserves d'eau potable, le bruit et la détérioration de la qualité de l'air.
- Le groupement de centrales électriques ZE PAK (Zespół Elektrowni Pątnów-Adamów-Konin) a abandonné la construction d'une mine à ciel ouvert à Ościsłowo ce qui implique une exploitation plus courte des centrales électriques Pątnów I et Pątnów II. ZE PAK, appartenant au milliardaire Zygmunt Solorz, envisage de construire sur ce même site, la plus grande centrale photovoltaïque en Pologne d'une puissance de 70 MW et d'une valeur de 164 M PLN. Elle devrait être mise en marche en août 2021. La société envisage la sortie du charbon en 2030.
- Les représentants de collectivités locales de la partie sud de la voïvodie de la basse Silésie ont signé une déclaration de la sortie du charbon à l'horizon 2030.

Hydrogène

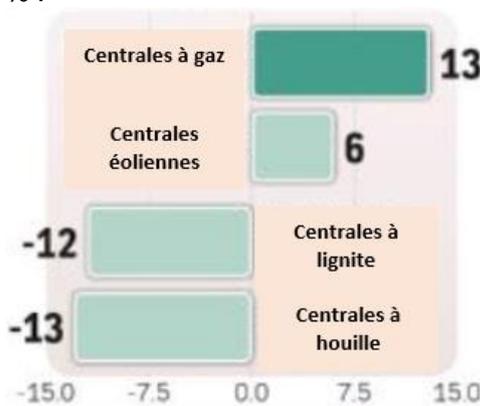
- La Commission Européenne a accepté la candidature de la société Gaz System à l'Alliance Européenne pour l'hydrogène pur (European Clean Hydrogen Alliance - ECH2A).

Nucléaire

- Le 14 septembre, a eu lieu la première rencontre du comité bilatéral nucléaire franco-polonais présidé par le Vice-ministre du climat Adam Guibourgé-Czetwertyński, avec la participation des représentants du Ministre de la Transition Ecologique français et de la société EDF.
- Le 1 octobre, les sociétés PGE, Tauron, Enea et KGHM ont signé une lettre d'intention avec le Trésor Public, concernant la reprise par l'Etat de la société PGE EJ1, créée pour gérer la construction de la centrale nucléaire. La reprise est censée avoir lieu avant la fin de l'année. Aujourd'hui, 70% de parts appartiennent à PGE, 10% à Enea, 10% à KGHM et 10% à Tauron.

Électricité

- Au mois de septembre 2020, la consommation d'énergie électrique a augmenté de 0,4 % et la production d'électricité de 0,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les importations d'électricité ont augmenté de 8,5 % par rapport à septembre 2019 et ont baissé de 20,8 % par rapport à août 2020.
- Les graphique ci-dessous présente l'évolution des sources de production de l'électricité, entre janvier - août 2019 et janvier-août 2020, en % :



source : Rzeczpospolita

Électromobilité

- Le 17 septembre la Pologne a rejoint l'Initiative internationale pour le développement des véhicules électriques - *Electric Vehicles Initiative – EVI*. Parmi les membres de ce forum il y a, entre autres, France, Allemagne, Japon, Canada, GB, Chine et Suède.
- Lors de la conférence « *Energia nowoczesnych miast* » (L'énergie des villes modernes) organisée le 29/09 par le Groupe Enea, le ministre du Climat Michał Kurtyka a évoqué l'objectif du transport en



commun zéro émission d'ici 2030 dans les villes polonaises de plus de 100 000 habitants, ambition inscrite dans le projet de la Politique énergétique de la Pologne à l'horizon 2040 présenté dernièrement par le ministère du Climat. Ainsi le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) prépare un nouveau programme d'un budget de 1,3 Md PLN dans le cadre duquel les villes pourront bénéficier d'un financement pour l'achat des bus électriques. Selon les estimations, le programme permettrait de financer l'achat des 500 bus.

- Le Centre National de la Recherche et du Développement (*NCBiR*) a publié la liste de 10 entreprises / consortiums sélectionné(s) à l'issue de la première étape du projet «e-Van» dont l'objectif est de financer les travaux de conception d'un véhicule utilitaire léger électrique ou à hydrogène de catégorie N1 (pour le transport de marchandises ayant un poids maximal ne dépassant pas 3,5 t) :
 1. Veramo Lab (Pologne) et Eurobus (Allemagne),
 2. Autobox Innovations (Pologne),
 3. Rafako Ebus (Pologne),
 4. Usine de production des véhicules particuliers 'Syrena', MPower et Ekoenergetyka (Pologne),
 5. Innovation AG (Pologne),
 6. Consortium Sieć Badawcza Łukasiewicz – Instytut Elektrotechniki et la société IWOS (Pologne),
 7. Comatec Poland (Pologne),
 8. Consortium Autosan et quelques entreprises faisant partie de Sieć Badawcza Łukasiewicz (Pologne),
 9. Inveco (Pologne),
 10. Consortium l'Ecole Polytechnique de Silésie et la société OKB (Pologne).

Pour rappel, le budget du projet s'élève à 52 M PLN (11, 8 M€). La finalisation du projet est prévue pour le mois de septembre 2023.

- La société Energa Operator, en coopération avec les collectivités locales, mettra en place environ 280 bornes de recharge publiques accessibles afin de réaliser les obligations découlant de la loi sur l'électromobilité (pour rappel, la loi sur l'électromobilité et les carburants alternatifs adoptée en janvier 2018 prévoit la mise en place d'une infrastructure de base pour les carburants alternatifs dans 32 agglomérations et zones fortement peuplées et le long des corridors de transport faisant partie du réseau TEN-T. Les autorités polonaises prévoyaient que d'ici 2020 ce réseau de base sera constitué de 6000 bornes de recharge normale, de 400 bornes de recharge rapide à grande puissance et de 70 points de ravitaillement en GNC. Dans une première étape, le développement de l'infrastructure de bornes de recharge se fait selon les règles du marché, avec un cofinancement public. Le nombre des bornes prévues n'étant pas atteint fin 2019, les communes concernées doivent préparer des plans de développement de l'infrastructure manquante et leur construction sera d'office confiée au distributeur d'électricité présent sur ce terrain).

Gaz et pétrole

- Tomasz Stępień, président de Gaz System, a annoncé que le terminal flottant GNL à Gdansk (FSRU) serait mis à disposition quelques années après la mise en exploitation du Baltic Pipe, prévue pour octobre 2022. Il a déclaré que la conception des gazoducs terrestres pour le raccordement du terminal avec le réseau national de transport du gaz était en cours. La capacité du terminal est estimée à 4,5 Md m³.
- Le conseil d'administration de PKN Orlen a adopté les objectifs de la société en qui concerne la neutralité climatique à l'horizon 2050 et les réductions des émissions à l'horizon 2030. La société envisage de réduire les émissions de 20 % dans les sites de raffinage et pétrochimiques et de 33% dans le secteur énergétique. Selon les estimations, les coûts des investissements, sur l'efficacité énergétique, l'éolien offshore, les ENR on-shore et les biocarburants s'élèveront à plus de 25 Md PLN à l'horizon 2030.
- Le président de l'UOKiK (l'Autorité de la concurrence et de la défense des consommateurs) a imposé une amende de 29 Md PLN à Gazprom et de plus de 234 M PLN à 5 sociétés participant à la construction du gazoduc Nord Stream 2 (Engie Energy, OMV, Shell, Uniper i Wintershall), dont 55,5 M PLN à Engie (10% de CA annuels), faute d'accord de l'UOKiK pour la transaction Nord Stream 2. Selon le président de l'UOKiK, les actions de ces 6 sociétés auraient eu une influence négative sur la concurrence sur le marché de gaz naturel en Pologne et la mise en marche du gazoduc compromettrait la continuité des livraisons de gaz vers la Pologne. Il a souligné que l'investissement augmenterait la dépendance au gaz russe non seulement de la Pologne mais aussi des autres pays européens. En vertu de la décision de l'UOKiK, les entreprises sont obligées de résilier les contrats de financement de Nord Stream 2.



Infrastructures de transport

- Les sociétés du groupe PGE et la société CPK (Aéroport Central) ont signé un accord pour la construction de sources d'énergie à faible émissions (entre autres une centrale électrothermique à gaz avec l'appui du photovoltaïque) pour alimenter toute l'infrastructure de nouvel aéroport.
- La Commission Européenne a validé le soutien de l'Etat pour les aéroports polonais d'une valeur de 142 M PLN. Elle l'a jugé conforme aux règles de la concurrence.
- En septembre, a commencé la modernisation du tronçon ferroviaire Czyzew-Bialystok d'une longueur de 71 Km faisant partie de Rail Baltica. La valeur du contrat s'élève à 3,3 Md PLN.
- Dans le cadre du programme Kolej+, presque 100 demandes correspondant à une longueur d'environ 2000 km de voies ferrées ont été déposées. Leur valeur s'élève à environ 25 Md PLN soit 4 fois plus que le budget du programme (6,5 Md PLN dont environ 5,5 Md du budget centrale et environ 1 Md des budgets de collectivités locales). Le programme se composera de quatre volets : modernisation de lignes existantes où les trains circulent, modernisation de lignes où la circulation de trains est limitée, réfection de lignes locales qui ont été fermées et construction de nouvelles lignes. Les collectivités régionales seraient tenues de participer à la réalisation des projets à hauteur de 15% de leur coût.
- En 2020, la Direction Générale des Routes Nationales et des Autoroutes (GDDKiA) prévoit de lancer les appels d'offres pour la construction de 575 km de voie express soit 222 km de plus que prévu. Cette année, 81,6 km d'autoroutes et de voie express ont été mis à disposition. 98 investissements d'une longueur de 1251,5 km sont en cours de réalisation.

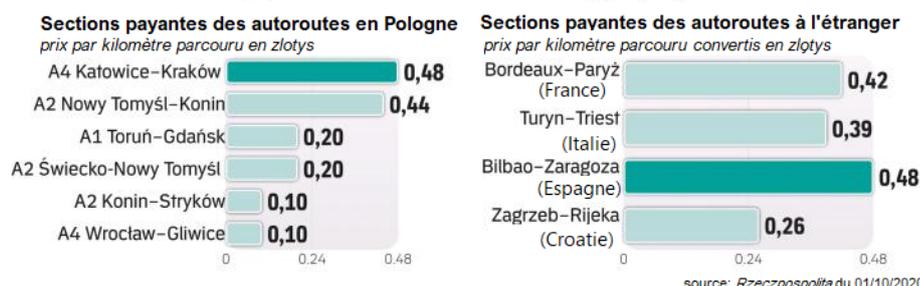
Bâtiment/Logement

- Jusqu'au 31 août, dans le cadre du programme *Mieszkanie Plus*, lancé en septembre 2016, 10 498 appartements ont été livrés. Le Premier Ministre avait annoncé la construction de 100 000 appartements d'ici fin 2019.
- Le 19 septembre, est entrée en vigueur l'actualisation de la loi sur la construction qui est censée rendre le processus d'investissement dans le secteur de construction plus simple et plus rapide.

Transport

Routier

- L'Administration Fiscale Nationale (KAS) qui gère depuis le 1^{er} juillet dernier le système de péage via-Toll (opérationnel en technologie de communications spécialisées à courte portée – DSRC ; le système était géré jusque novembre 2018 par l'opérateur privé Kapsch) prépare la mise en place d'un nouveau système basé sur la technologie de positionnement par satellite qui sera appelé « eToll » et qui, conformément à la loi, devrait être mis en place le 1^{er} juillet 2021 au plus tard (dans un premier temps le nouveau système concernera uniquement les véhicules lourds). Le système sera appliqué seulement pour les sections des autoroutes gérées par l'Etat, soit : le tronçon Konin – Stryków de l'autoroute A2 (99 km) et le tronçon de l'autoroute A4 Wrocław - Gliwice (162 km). A terme, il est envisagé de mettre en place deux modes de paiement pour le péage pour les véhicules légers (d'une masse allant jusqu'à 3,5 t) : 1. le paiement par le système « eToll » et 2. l'achat d'un ticket-péage en papier (valable pour un tronçon précis pour une durée de 48 h).
- Stalexport, société concessionnaire de la section Katowice-Cracovie de l'autoroute A4 a augmenté le tarif du péage à partir du 1^{er} octobre dernier. Pour rappel, en février dernier, Autostrada Wielkopolska, société concessionnaire de la section Nowy Tomyśl – Konin de l'autoroute A2 a également augmenté les tarifs de péage. Ainsi, le péage sur les sections concédées en Pologne se positionne parmi les plus élevés en Europe.





Aérien

- Selon des informations officielles, les résultats financiers de la compagnie aérienne LOT pour 2019 sont les suivants :
 - résultat net : 68,9 M PLN (45 M PLN en 2018),
 - EBIT : 91,9 M PLN (215 M PLN en 2018),
 - perte fiscale: 374,3 M PLN.

Selon le journal « *Puls Biznesu* », LOT demanderait une aide publique à hauteur d'1 Md€ (soit presque 4,5 Md PLN). En 2012 la LOT avait bénéficié d'une aide d'Etat de 400 M PLN (89 M€).

HONGRIE

Fonds européens

- Le ministère de l'Innovation et de la Technologie a déclaré que le gouvernement prévoit d'affecter 30% du total des fonds européens reçus dans le cadre du CFP 2021-2027 au développement économique, à l'innovation et à la compétitivité, qui relèvent de son portefeuille.
- Szabolcs AGOSTHAZY, anciennement fonctionnaire à l'Office du Premier ministre, a été nommé Secrétaire d'État en charge des projets de développement de l'Union européenne. Rattaché au Ministère de l'Innovation et de la Technologie, il aura en charge la rationalisation des processus de candidature à des financements européens et l'accélération du versement effectif des fonds, avec comme objectif principal « d'augmenter la compétitivité des entreprises hongroises et d'élever le niveau de vie des familles ».

Environnement

- Le Service national de Contrôle des Désastres a conduit plusieurs opérations d'éradication des moustiques en Hongrie, notamment le long du Danube. Les méthodes d'éradication divergent selon les lieux, de l'épandage de pesticides en zones rurales à une démoustication au sol dans le nord de Budapest. Les conditions climatiques de cet été ont été particulièrement favorables aux moustiques en Hongrie.
- Le gouvernement a retiré le permis d'exploitation d'une gravière à Pilismarot, au Nord de Budapest. Le maire et le conseil municipal avaient auparavant démissionné après la mobilisation de nombreux habitants opposés au projet en raison de son impact écologique, et notamment sur les forêts alentour.

Energie

ENR

- La compagnie d'électricité Alteo, qui conduit depuis plusieurs années une politique de verdissement de son portefeuille, a conclu un accord pour l'achat de 100% des parts de Pannon Szeleromu, une ferme solaire du Nord-Ouest du pays disposant d'une capacité de 15 MW. Cette acquisition porte la capacité solaire d'Alteo à 47,5 MW, et sa capacité totale (toutes énergies confondues) à plus de 120 MW.
- L'Institut de recherche agricole NAIK a publié les résultats de son étude sur l'utilisation de biomasse à des fins énergétiques en 2019. Il a reçu des réponses de 26 centrales électricité-chauffage et 35 centrales de biogaz. 7 centrales électricité-chauffage et 8 centrales biogaz n'ont pas répondu à l'enquête faute d'opérations en 2019, et une usine biogaz fonctionnelle n'a pas donné suite à l'enquête. Au total, 126,6 millions de tonnes de biomasse ont été utilisées à des fins énergétiques en Hongrie en 2019, dont 123,4 (97,5%) ont été importées. Les copeaux de bois ont représenté 48,2% du total de la biomasse utilisée.
- Le gouvernement va modifier sa politique de subventions aux panneaux solaires. Jusqu'ici, les ménages pouvaient demander un prêt, financé par des programmes européens, portant jusqu'à 90% de l'investissement total. Dorénavant, ils pourront demander une subvention non-remboursable couvrant 30 à 40% de l'investissement total.

Gaz et électricité

- MVM, l'électricien public hongrois, a signé un accord de six ans avec Shell visant à acquérir annuellement 250 M m³ de GNL. Le contrat comprend également leur regazéification au nouveau terminal gazier de Krk, en Croatie, et court du 1^{er} janvier 2021 – date de mise en service du terminal - au 1^{er} janvier 2027. La filiale croate de MVM a, par ailleurs, signé un contrat lui octroyant une capacité de regazéification et stockage d'1 Md m³ sur la même période de six ans. Le gaz regazéifié sera livré en



Hongrie *via* le nouveau pipeline Croatie-Hongrie, achevé récemment, et devrait à terme représenter 10% de la consommation annuelle hongroise de gaz. Les livraisons de gaz *via* le terminal de Krk permettent à la Hongrie de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz, alors qu'elle est hautement dépendante des livraisons de la Russie, sans pour autant couper les liens avec cette dernière qui reste le fournisseur principal.

Transports

- Le gouvernement a budgété 1 md HUF (2,8 M€) pour le soutien à l'achat de vélos électriques. Les subventions, de 90 000 HUF (250 €) à 150 000 HUF (420 €) seront destinées aux particuliers désirant effectuer leur trajet domicile-travail à vélo, et qui devront donc fournir une preuve d'emploi pour y être éligible. Les vélos électriques coûtant plus de 900 000 HUF (2 500 €) ne seront pas éligibles.

Aérien

- La société luxembourgeoise de cargo aérien Cargolux a inauguré une ligne directe Shenzhen-Budapest, qui devrait opérer une fois par semaine. Les avions cargos atterriront à la nouvelle base de fret de l'aéroport de Budapest, Cargo City, inaugurée cette année.

Ferroviaire

- L'opérateur ferroviaire national MAV prévoit de mettre en service 40 nouveaux trains à étage Kiss d'ici 2022, représentant une capacité de 24 000 nouveaux sièges. Ces trains sont destinés aux lignes périurbaines de Budapest (HEV, équivalent du TER, et certaines lignes régionales MAV), en complément des trains Flirt déjà en service. Selon sa direction, la MAV espère mener à bien ces acquisitions grâce aux fonds européens : 19 seraient financées dans les CFP actuels, les 21 étant acquis sur fonds propres que la MAV espère voir remboursés par le prochain CFP.

Infrastructures

Routier

- La deuxième connexion autoroutière entre la Hongrie et la Roumanie a été inaugurée, l'autoroute roumaine A3 étant désormais connectée à l'autoroute hongroise M4 entre Nagykeréki (HU) et Bors (RO). Cette inauguration a eu lieu cinq ans après celle de la première autoroute transfrontalière entre les deux pays, qui relie la M43 hongroise à l'A1 roumaine à l'Est de Szeged. La prochaine liaison reliera Csenger (HU) et Satu Mare (RO) et devrait être inaugurée en 2024, la frontière disposant alors de trois points de passage autoroutiers – au Nord, au centre et au Sud.
- Un pont reliant les villes de Komárom (HU) et slovaque de Komárno (SK), de part et d'autres du Danube, a été inauguré par les Premiers ministres des deux pays. Le pont mesure plus de 600 m de long, connecte la route nationale hongroise 1 à la route nationale slovaque 63 et a coûté 91,2 M€, financés à 85% par des fonds européens. Le pont disposera de deux voies pour les véhicules, de trottoirs et de pistes cyclables, et vient s'ajouter au pont routier et au pont ferroviaire qui relient les deux villes jusqu'ici, et qui ne suffisaient plus à accueillir le trafic transfrontalier croissant.

Urbain

- L'organisation du Nagykörút, boulevard circulaire traversant Pest et reliant deux ponts du Danube, et par ailleurs parcouru par la ligne de tram 4/6, sera revue à partir de la mi-septembre. La transformation d'une voie de circulation en bande cyclable, initiée pendant la crise liée au coronavirus, sera pérennisée tout au long du körút (boulevard). En revanche, pour satisfaire aux impératifs de fluidité de la circulation et de disponibilité du parking, la partie Sud – entre Blaha Lujza tér et le pont Pétöfi – disposera de deux voies de circulation, sans parking latéral, à l'inverse de la section Nord – entre Blaha Lujza tér et le pont Marguerite – qui disposera d'une seule voie de circulation, mais également de places de parking. La municipalité initiera une réflexion sur une transformation plus aboutie du körút à l'automne.
- L'agence nationale de développement des infrastructures NIF a publié l'appel d'offres concernant la construction de la voie de tram qui devra traverser le nouveau pont Galvani, dont la construction au Sud de Budapest devrait bientôt commencer et dont la maîtrise d'ouvrage a été attribuée au néerlandais UNStudio Company. La nouvelle voie fera cinq kilomètres de long, et comportera cinq arrêts et un terminal.



REPUBLIQUE TCHEQUE

Fonds européens

- Selon le ministère du développement régional, tous les programmes opérationnels tchèques ont satisfait cette année à l'importante règle n + 3 et n'ont pas eu à reverser de l'argent au budget européen. Selon cette règle, les États membres sont tenus de consommer les crédits engagés une année donnée dans un délai de trois ans - cela signifie que la République tchèque a déjà réussi à épuiser la totalité de l'allocation de 2014 à 2017 à la fin du mois d'août 2020.

Environnement

- Le nouveau plan présenté par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen portant l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à 55 % d'ici à 2030 (contre 40% auparavant) est selon le ministre tchèque de l'environnement, Richard Brabec, trop ambitieux et nuitrait en particulier aux États industriels comme la République tchèque. Le Premier ministre Andrej Babiš a également critiqué cet objectif, qui est selon lui absolument irréalisable pour la République tchèque. Il a notamment mentionné la récente diminution des zones forestières de la République tchèque en raison de leur infection par des scolytes, qui aurait pour effet négatif une augmentation de jusqu'à 6% des émissions de CO₂ tandis que la plantation en cours de nouveaux arbres n'aurait un effet qu'après 2030. Babiš a en outre critiqué le fait que la présentation du nouvel objectif de réduction des émissions n'ait pas été précédée d'études d'impact sur les économies des États membres. Le ministre de l'industrie, du commerce et des transports, Karel Havlíček s'est également élevé contre cet objectif de 55% [NB : il avait d'ailleurs déclaré en mai que l'objectif que devrait se fixer la République tchèque serait plutôt de 40 à 45% d'ici 2030] mais il a récemment modéré son propos en reconnaissant que la décarbonation était la bonne voie à suivre et en appelant à travailler à des scénarios réalistes pour la transition vers l'électromobilité et la transformation de l'industrie en soulignant qu'il est aussi essentiel de maintenir l'autosuffisance énergétique.
- Dans le cadre de la préparation du budget 2021, le ministère tchèque de l'environnement devrait recevoir 11,3 Md CZK en 2021, y compris les subventions européennes mais hors subventions au titre du fonds de relance européen. Si on ajoute ces dernières, le ministère de l'environnement devrait recevoir environ 18 Md CZK. Pour mémoire, l'année dernière, le ministère a reçu près de 16 Md CZK (dont 9,6 Md CZK de subventions européennes).

Déchets

- Le projet de loi sur le traitement des déchets a été approuvé par la Chambre des députés vendredi 18 septembre avec quelques amendements. Dans le texte, la fin de la mise en décharge des déchets ménagers a été reportée de 6 ans à 2030. Le volume des déchets autorisés à être mis en décharge diminuera et les frais de mise en décharge augmenteront d'ici là graduellement. Le projet de loi met en place également des outils d'incitation pour les communes, afin d'améliorer le tri des déchets. Lors de la discussion du paquet de lois sur les déchets et les emballages, la Chambre des députés a refusé de rendre obligatoire le système de consigne pour les bouteilles en PET. Le projet de loi va maintenant être soumis aux sénateurs pour examen.

ENR

- Le gouvernement a adopté le 21 septembre un projet de texte dans lequel il est précisé que la contribution de l'Etat aux sources d'énergies renouvelables s'élèvera à 27 Md CZK en 2021, tout comme cette année. La partie restante de l'aide, d'environ 45 Md CZK, sera principalement payée par les consommateurs par une contribution intégrée dans leurs factures d'électricité. Ce projet doit encore passer devant le parlement.
- Selon le Conseil tchèque de la construction verte, le gouvernement devrait adopter des modifications législatives pour encourager la construction de bâtiments verts, c'est-à-dire des bâtiments permettant des réductions significatives de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures pourraient ainsi aider de manière significative la République tchèque à contribuer aux ambitions climatiques européennes, y compris l'engagement d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Le Conseil tchèque de la construction verte a fait des recommandations qu'il a transmises au Premier ministre Babiš. Ces recommandations ont été signées par plus de 80 entreprises du secteur de la construction respectueuse de l'environnement ainsi que par des organisations et entreprises non membres, qui réalisent un chiffre d'affaires total de plus de 100 Md CZK et emploient plus de 35 000 personnes.



- Les entreprises tchèques préfèrent toujours les véhicules à essence et au diesel. Selon l'enquête Arval Mobility Observatory 2020 réalisée par Arval, seules 14% des entreprises tchèques ont au moins un type de véhicule à carburant alternatif dans leur flotte. La moyenne européenne est de 34%, de sorte que la République tchèque est en retard même par rapport à la Turquie et à la Russie.

Energie

- Depuis le 29 septembre, les candidats à la construction d'une nouvelle unité à la centrale de Dukovany sont entendus par ČEZ pour préparer l'appel d'offres qui doit être lancé à la fin de cette année. Parmi les cinq sociétés intéressées, la sud-coréenne KHNP est particulièrement active. Le PDG de KHNP, Chung Jae-hoon, s'est en effet déplacé le 2 septembre en République tchèque pour rencontrer le commissaire du gouvernement à l'énergie nucléaire Jaroslav Míl ainsi que des dirigeants du groupe ČEZ. Il a à cette occasion signé des MoU avec 4 sociétés tchèques de l'industrie nucléaire (I&C Energo, NUVIA, MICO et TES) dans le but d'établir, selon KHNP, des partenariats dans la recherche et développement, et dans l'exploitation et la maintenance des centrales nucléaires. En outre, pour Dukovany, KHNP évoque le modèle EPC (« Engineering, procurement and construction ») utilisé pour la centrale nucléaire de Barakah aux Émirats arabes unis, mise en service au mois d'août avec succès. En juillet, KHNP a également formé une équipe « Corée » pour la centrale nucléaire de Dukovany avec KEPCO E&C, KEPCO Nuclear Fuel, Doosan Heavy Industries & Construction et Daewoo Engineering & Construction. Enfin, KHNP est aussi active sur internet (via des publicités depuis août dernier), elle sponsorise le club de hockey de Třebíč [NB : Dukovany est une commune du district de Třebíč] et aide également la région en offrant à Třebíč et dans les villages environnants des produits de première nécessité ainsi que des masques.
- L'Office d'État pour la sécurité nucléaire (SÚJB) a délivré un permis à ČEZ autorisant le 1^{er} réacteur de Temelín à fonctionner pour une durée indéterminée. Depuis 2018, plus de 200 inspections ont été faites dans le cadre du renouvellement du permis d'exploitation et, si le permis est d'une durée indéterminée, ČEZ doit néanmoins fournir régulièrement au SÚJB des informations supplémentaires sur la sécurité, l'équipement et le personnel.
- Selon les communiqués de presse de Veolia et du groupe énergétique tchèque EPH, datés du 7 septembre, Veolia a signé un accord pour la reprise de Pražská teplárenská (PT), détenue jusqu'à aujourd'hui à 100% par EPH dont le propriétaire majoritaire est le milliardaire Daniel Křetínský. PT possède et exploite aujourd'hui le plus grand réseau de chaleur de la République tchèque (550 kms de réseau desservant chaque jour 230 000 foyers, des installations municipales et des locaux tertiaires). PT fournit de la chaleur à la rive droite de Prague ; en 2019, son CA a atteint 5,3 Md CZK (+4,8%) pour un résultat net de 580 M CZK (+3,3%) et l'entreprise employait 411 personnes. Veolia précise qu'il possède et exploite déjà le réseau de chaleur de Prague rive gauche.
- En raison de la mauvaise situation économique du groupe minier OKD, situation exacerbée par la crise sanitaire, le gouvernement a approuvé le 21 septembre le projet du ministère de l'industrie et du commerce de transfert progressif des actifs d'OKD vers l'entreprise publique DIAMO, spécialisée dans la gestion de la fermeture des activités minières. Ce transfert devrait lancer l'arrêt de l'exploitation minière à ČSA et à Darkov. L'extraction dans ces deux mines devrait se terminer au 28/02/2021. L'Etat prévoit 15,6 Md CZK pour cet arrêt, les indemnités de licenciement et l'assainissement de l'environnement. La mine ČSM n'est toutefois pas concernée par cet arrêt (en raison d'un risque de troubles sociaux dans la région) mais, si elle souhaite continuer l'extraction, elle doit obtenir une autorisation du ministère de l'environnement. Diamo reprendra également des employés d'OKD mais la plupart sera licenciée (4 700 sur un total de 5 600). 600 autres salariés partiront à la retraite ou leur contrat à durée déterminée prendra fin.
- L'entreprise MES (Magna Energy Storage) a ouvert l'usine à Horní Suchá (région de Karviná) dans laquelle seront fabriqués des accumulateurs haute énergie (batteries HE3DA) avec des électrodes spéciales 3D à base de nanomatériaux de lithium. La production, actuellement en phase d'essai, ne démarrera cependant pas avant l'année prochaine tant que les batteries ne seront pas certifiées (février 2021). La production de batteries devrait être de 200 MWh/an, puis avant la fin de 2021 de 1,2 GWh par an et plus tard de 15 GWh. La production HE3DA de l'usine MES sera l'une des premières à être entièrement robotisée et automatisée, avec des processus de production répondant aux exigences de l'industrie 4.0.

Transports et Infrastructures

- Le ministère tchèque de la santé a introduit une nouvelle obligation pour les transporteurs effectuant du transport international de voyageurs par bus – depuis le 21 septembre 2020, toute personne ayant



séjourné plus de 12 heures au cours des 14 derniers jours sur le territoire d'États qui ne figurent pas sur la liste à faible risque de COVID-19 publiée sur le site du ministère a l'obligation de remplir un formulaire électronique d'arrivée (<https://plf.uzis.cz/>). Les transporteurs au départ de ces Etats peuvent ne pas autoriser le transport des passagers qui ne fournissent pas la confirmation que ce formulaire a été rempli. Les passagers peuvent présenter cette confirmation sous forme électronique (mobile) ou papier.

Ferroviaire

- Le gestionnaire tchèque d'infrastructures ferroviaires, SŽ, a signé le 16 septembre 2020 avec la SNCF International un « Memorandum of Understanding » sur le renforcement de la coopération existante en vue du développement du système des lignes ferroviaires à grande vitesse en République tchèque. Ce mémorandum fait suite à deux accords précédents (le 1^{er} d'avril 2019 portant sur le référentiel technique et le 2^{ème} d'avril 2020 sur l'assistance pour l'étape d'après la conception du réseau tchèque de LGV).
- Le gestionnaire SŽ a lancé en septembre plusieurs appels d'offres concernant le réseau à grande vitesse – le premier, lancé conjointement avec DB NETZ, porte sur l'élaboration de la documentation relative à la procédure d'aménagement pour le tunnel de 26 km sous les monts Métallifères. Le deuxième appel d'offres concerne l'élaboration de la même documentation et l'évaluation de l'impact environnemental (EIA) du tronçon entre Prosenice – Hranice (projet pilote Portail de Moravie) de la LGV Brno-Ostrava ; le troisième, l'élaboration du projet architectural d'un nouveau terminal ferroviaire « Prague- Est », qui sera sur les LGV Prague – Brno et Prague – Hradec Králové – Wrocław. Enfin un dernier AO porte sur la définition des paramètres des travaux géodésiques pour le tronçon pilote « Poříčany - Světlá nad Sázavou » du projet de LGV Prague – Brno.
- La commission centrale du ministère des transports a donné son approbation conditionnelle aux conclusions de l'étude de faisabilité de la ligne à grande vitesse Prague – Dresde, réalisée par le consortium EGIS RAIL – CEDOP. Cette approbation, qui n'est pas sans réserve, ne concerne que le tracé principal – le ministère demande d'arrêter les préparatifs de la branche vers la ville de Most et souhaite qu'elle fasse l'objet d'une étude de faisabilité distincte. Le ministère a invité le gestionnaire SŽ à prendre en compte les observations exprimées et à soumettre l'étude à l'approbation finale.
- L'opérateur ferroviaire national, Chemins de fer tchèques (ČD), a subi au cours du premier semestre 2020 une perte de 1,98 Md CZK (74 M€), pour la majorité sur le transport de passagers (perte de 1,92 Md€). Sur le semestre, l'opérateur national a transporté 59,8 M passagers, soit environ un tiers de moins par rapport à l'année précédente.
- L'Etat indemnisera les opérateurs ferroviaires pour les pertes de recettes liées à la pénurie de passagers lors de la période de confinement dans les trains de longue distance faisant l'objet d'une convention avec l'Etat. La compensation chiffrée à 400 M CZK (15 M€) sera distribuée entre quatre transporteurs (ČD, RegioJet, Arriva et GW Train Regio). Les négociations avec les régions sont en cours. Les compensations ne concerneront que les liaisons faisant l'objet d'une convention avec l'Etat et les régions, pas les trains commerciaux.
- Škoda Transportation (groupe PPF) envisage d'élargir son champ d'action en France et s'intéresse à l'usine d'Alstom à Reichshoffen que le groupe doit vendre pour pouvoir racheter la division ferroviaire de Bombardier. Le 2^{ème} candidat sérieux est l'espagnol CAF. Les négociations avec les deux candidats auront lieu courant septembre.

Aérien

- La compagnie aérienne Czech Airlines du groupe Smartwings a supprimé, en raison de l'évolution de la situation épidémiologique, les vols vers six destinations (Budapest, Londres, Francfort, Helsinki, Košice et Amsterdam) jusqu'au 14 octobre. La société réduit considérablement également le nombre de vols vers d'autres destinations. Elle offre aux passagers des changements de date gratuits pour les billets achetés cette année. Actuellement la compagnie exploite les vols vers sept destinations, à savoir Paris, Copenhague, Stockholm, Rome, Milan, Kiev et Odessa. Smartwings aurait offert à une partie de ses employés des congés sans solde pour la saison d'hiver.
- Après une année de négociations infructueuses, le groupe aérien tchèque Smartwings a déposé aux Etats-Unis une plainte contre l'avionneur Boeing en indemnisation suite à l'interdiction de vol de tous les appareils Boeing 737 Max en mars 2019. L'immobilisation forcée de ses sept avions a coûté à la compagnie plus de 2 Md CZK (75 M€).

Routier

- En réponse à son appel d'offres pour choisir le concessionnaire d'une section de 32 km de l'autoroute D4 reliant Prague avec la Bohême du sud sur la base d'un partenariat public-privé, le ministère des



transports a obtenu deux offres. Deux entreprises françaises font partie des consortiums concurrents, à savoir VINCI et EGIS Projects. Le contrat de ce premier projet pilote PPP devrait être signé d'ici la fin de l'année et les travaux débuter en mars 2021.

- METROSTAV, le plus grand groupe tchèque de BTP, a transféré une grande partie de ses activités (toute la division de construction des routes) vers la nouvelle entreprise Metrostav Infrastructure et cela quelques semaines après que le tribunal régional de Hradec Králové ait interdit à Metrostav de participer pendant six ans à des marchés de construction bénéficiant de subventions. Ce jugement est lié à des comportements délictueux lors de la modernisation de l'hôtel Bohemia Chrudim (tentative de nuire aux intérêts financiers de l'UE et tentative de fraude à la subvention). Le jugement n'a pas encore acquis l'autorité de force de chose jugée et l'entreprise a fait appel de ce jugement. Metrostav a rejeté toute accusation que le transfert des activités soit lié au jugement. La nouvelle structure se porte candidate à de nombreux appels d'offres pour la construction des routes.
- Le ministre des transports, Karel Havlíček a déclaré que l'autoroute D11, jonction avec la Pologne (Prague – Hradec Králové – Wrocław), en chantier depuis 1987, sera achevée deux ans plus tôt que prévu en 2024. Actuellement, aucune autoroute ne fait la jonction entre la République tchèque et la Pologne au nord-est. Jusqu'à présent, sur les 154 km prévus, seuls 91 ont été ouverts à la circulation. L'autoroute D11 sera reliée à l'autoroute S3, qui traverse l'est de la Pologne et qui sera terminée jusqu'à la frontière tchèque vers la mi-2023.

Urbain

- Les travaux de construction du premier tronçon de la nouvelle ligne automatique de métro à Prague, la ligne D, seront lancés au printemps 2021, six mois plus tard que prévu. En raison de la pandémie de coronavirus, la procédure d'obtention des permis de construire et les appels d'offres ont pris plus de temps que prévu. La mise en service de la nouvelle ligne est prévue au 2^{ème} semestre 2028 ; le coût total est estimé à 72,6 Md CZK (2,7 Md€).

LETTONIE

Energie

- Le gestionnaire du réseau de transport d'énergie électrique, « Augstsprieguma Tikls », a terminé la construction de la troisième interconnexion entre la Lettonie et l'Estonie. Dans le cadre de ce projet, une ligne de 300kV de 176 km reliant la station de cogénération Rigas TEC-2 à la frontière estonienne a été construite. Grâce à la réalisation de ce projet, la puissance du débit électrique entre les deux pays augmenterait de 500/600MW. Le coût total du projet représente 84 M€, dont 38 M€ financés par les fonds européens.

Infrastructures

- L'aéroport international de Riga a lancé un appel d'offres portant sur la modernisation de son système de manutention des bagages. Dans le cadre de ce projet, dont le coût total s'élève à 4,5 M€, il est prévu d'installer des systèmes de convoyage et de tri de bagages, ainsi que des logiciels de gestion des bagages et de détection des erreurs du système. Afin d'améliorer le processus de contrôle des passagers, un système de détection d'explosifs (EDS) sera également installé. Le délai de remise des offres était fixé au 25 septembre 2020.
- Huit groupements d'entreprises ont répondu à l'appel d'offres lancé le 1^{er} novembre 2019 par l'entreprise « Eiropas dzelzcela linijas (EDZL) », actionnaire letton de la coentreprise balte RB Rail, en charge du projet Rail Baltica, et portant sur la construction de la gare ferroviaire « Rail Baltica » et des infrastructures connexes à l'aéroport international de Riga. Il est prévu également de construire une voie ferrée de six km reliant l'aéroport à la gare ferroviaire de Riga et un pont autoroutier sur l'avenue K.Ulmana gatve. Le coût total du projet est estimé à un montant situé entre 250 à 280 M€.
- Le 8 septembre 2020, le gouvernement letton a soutenu la proposition du ministère letton des Transports de regrouper les fonctions de mise en œuvre du projet Rail Baltica en Lettonie au sein de la coentreprise RB Rail AS. Le transfert des fonctions de tous les travaux de conception et de construction en Lettonie à la coentreprise RB Rail AS garantira une répartition claire des responsabilités, une coordination plus efficace et une mise en œuvre plus rapide du projet. Il est prévu que le nouveau modèle sera mis en œuvre d'ici à la fin de 2020.
- Le volume des marchandises traitées par les ports lettons pendant les huit premiers mois de l'année 2020 a atteint 29,7 M t, en baisse de 29,7% par rapport à la même période en 2019. Les cargaisons en



vrac, qui constituent 46% des volumes transbordés, ont diminué de presque 43%. Le volume de charbon a chuté de 77%, celui des produits chimiques de 16%. En revanche, le volume des copeaux de bois transbordés a progressé de 9,7%. Les produits pétroliers représentent presque 95% du volume total des cargaisons liquides, en diminution de 15% par rapport à janvier-août 2019. Le fret général a connu également une baisse de 10%, dont le transport de produits de la filière bois de -16,7%, le roll on/roll off de -10,4%, tandis que le transport de containers, de -5,8%.

- Selon l'information publiée par la société publique de gestion des routes « Latvijas Valsts ceļi », cette année le financement alloué par le gouvernement letton pour les infrastructures routières a atteint 325 M€, ce qui a permis d'effectuer des travaux de reconstruction sur 1250 km de routes.
- La date de remise des offres pour l'appel d'offres lancé par la compagnie aérienne airBaltic concernant la maintenance de ses 50 avions Airbus A220 sur 10 ans a été reportée au 10 janvier 2021. La valeur du contrat est estimée à plus de 150 M€. La date de mise en œuvre du contrat est prévue pour le 1er septembre 2021.

Transport

- Avec 15,385 M t traitées, le volume de marchandises transportées par le rail au cours des huit premiers mois de 2020, a chuté de 45,8% par rapport à la même période en 2019. Le fret international représente presque 93% du volume transporté par les chemins de fer lettons (14,2 M t), dont presque 83% sont des marchandises passant en transit (-53% par rapport à janvier-août 2019). En revanche, le fret domestique a progressé de 10,4% et a atteint 1,14 M t.
- La compagnie aérienne "Norwegian" a décidé de centraliser ses opérations et d'établir un centre de service international à Riga. Le vice-président de la compagnie, M. Knut Olav Hegg, a déclaré que l'ouverture du bureau « Norwegian Air Resources Latvia » à Riga est une décision stratégique pour l'entreprise de prendre le contrôle total des services de support pour les clients et les employés. La centralisation des fonctions de support, permettra à l'entreprise d'améliorer la qualité et l'efficacité opérationnelle de ses services ».

ESTONIE

- La production d'électricité en Estonie a diminué de 39% en 2019. Cette baisse s'explique par la diminution de la part d'électricité générée à partir de schistes bitumineux. Celle-ci est en effet passée de 76% en 2018 à 57% en 2019, ce qui témoigne d'une nette évolution vers une production plus respectueuse de l'environnement. Les importations ont cependant augmenté afin de compenser la baisse de production. En ce qui concerne Rail Baltica, les divergences sur la mise en œuvre effective du projet continuent d'alimenter des tensions avec la Lituanie qui est en faveur d'une gestion indépendante. On note néanmoins l'accord sur le commerce d'électricité avec les pays tiers auquel les trois pays baltes sont parvenus.

Environnement

- L'initiative « European City Facility » (EUCF) soutiendra les villes et les gouvernements locaux estoniens à hauteur de 60 000 €. L'objectif d'EUCF est d'aider les municipalités et les autorités locales à transformer leurs plans d'action pour le climat et l'énergie en véritables investissements en développant des projets crédibles, solides et suffisamment matures. L'identification de projets potentiels, une analyse juridique, une analyse de la gouvernance, une stratégie de financement et des feuilles de route pour la mise en œuvre sont une condition préalable pour accéder aux différentes sources de financement.
- Le gouvernement de la ville de Tartu a envoyé au conseil municipal, pour discussion et affichage public, un projet de plan de transition énergétique et climatique de la ville de Tartu, qui fixe un objectif intermédiaire de réduction des émissions de dioxyde de carbone de 40 % d'ici 2030 par rapport à 2010. La neutralité carbone devrait être atteinte d'ici 2050. Le plan climat décrit les objectifs et les actions dans différents domaines, tels que le chauffage urbain, l'électricité, les transports, le logement et la gestion des déchets.
- Le Centre estonien d'Investissement pour l'Environnement (CIE) accepte désormais les demandes de financement de projets visant à contribuer à l'atténuation du changement climatique dans les pays en développement. Le budget du CIE pour ces projets s'élève à 1,45 M€. Sont éligibles au financement les projets qui permettent de réduire les émissions de GES dans les domaines de l'énergie, des transports, des services de l'eau et de la construction, ainsi que du traitement des déchets, de l'agriculture et de la sylviculture. Les demandes peuvent également être déposées dans le domaine des technologies de



l'information et de la communication. Au cours des années précédentes, les solutions liées au climat développées par les entreprises estoniennes ont atteint le Bangladesh, le Myanmar, la Grenade, la Géorgie, l'Algérie, la Côte d'Ivoire, l'Afrique du Sud, le Costa Rica et le Burkina Faso.

- Dans sa lettre au Ministre de la Justice, le Fond Estonien pour la Nature a exprimé son soutien au plan du Ministère des Finances visant à clarifier le droit des gouvernements locaux à limiter l'exploitation forestière. En vertu de la loi sur la planification, les municipalités rurales et les villes ont le droit d'établir des conditions sur l'exploitation forestière concernant les forêts qui réduisent les risques imposés aux personnes et à leurs habitations par la pollution atmosphérique, le bruit, les blizzards et les tempêtes. La loi sur les forêts en vigueur contient une disposition exigeant un accord avec le propriétaire de la forêt à cet égard. Pour Liis Keerberg, expert au Fond Estonien pour la Nature, un accord avec le propriétaire ne peut être exigé lorsque la vie, la santé et les biens des résidents locaux sont en jeu.

Infrastructures

- La société estonienne Sweco Projekt a obtenu un contrat pour la conception du terminal du Port de Muuga, le plus grand port de fret d'Estonie. La valeur du contrat, hors TVA, est d'environ 2,2 M€. Le projet sera financé par Connecting Europe Facility (CEF). Le terminal de fret de Muuga est l'un des objets les plus importants du projet Rail Baltica et permettra le chargement de marchandises du transport maritime et routier vers le transport ferroviaire et vice versa. C'est également la condition préalable à un flux de fret plus fluide de la route vers le rail, en particulier pour les échanges de services entre l'Europe centrale et l'Europe du Sud.
- Rail Baltic Estonia a lancé un appel d'offres pour la conception d'un dépôt de matériel roulant pour la nouvelle ligne ferroviaire de Rail Baltica sur le territoire de la municipalité rurale de Rae, juste à l'extérieur de Tallinn. Le dépôt assurera principalement les services de réparation et d'entretien du matériel roulant dont la gare terminale est le terminal Ülemiste, mais il pourra aussi fournir ces mêmes services pour le reste du matériel ferroviaire de Rail Baltica. Le dépôt pourra accueillir jusqu'à sept trains.
- Le gouvernement a élargi le cercle des bénéficiaires de la subvention à la démolition des bâtiments inutilisés. Les personnes morales de droit privé et les institutions publiques régies par des agences gouvernementales sont désormais éligibles. Décidée au printemps, cette subvention était à l'origine destinée exclusivement aux municipalités. L'objectif de cet élargissement est de diriger les 5 M€ consacrés au projet vers le secteur de la construction qui a particulièrement souffert de la crise.
- Dans le cadre du plan du comté d'Ida-Viru pour une transition équitable vers une économie durable, le groupe énergétique public estonien Eesti Energia cherche à créer un centre de compétences sur le stockage de l'hydrogène. La création d'unités de production d'hydrogène dans les centrales électriques du comté de Ida-Viru permettrait, entre autres, de décarboner les bus et les transports de longue distance dans la région, y compris les chemins de fer et les poids lourds. Le coût d'un tel projet s'élèverait à un total de 30 à 60 M€.
- Le fabricant estonien d'équipements électriques Harju Elekter, a conclu un accord-cadre de huit ans avec le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité finlandais Elenia OY, le volume du contrat étant d'environ 20 M€. Le premier contrat de fourniture a été signé pour la période 2021-2023. Selon les termes de l'accord-cadre, Elenia a le droit d'organiser des appels d'offre restreints entre les partenaires. Un contrat de fourniture pour les postes de transformation sera ensuite conclu avec le partenaire sélectionné pour une période déterminée. Sur la base du contrat de fourniture conclu le 22 septembre, les filiales de Harju Elekter, AS Harju Elekter Elektrotehnika et Satmatic OY, fabriqueront près de 2 000 postes de transformation pour Elenia sur une période de trois ans.
- La conception du terminal international RB Parnü a été achevée en août et la conception finale sera remise fin février 2021. Selon le président du conseil d'administration de RB Estonia, Tõnu Grünberg, le terminal international de passagers Rail Baltica à Pärnu est le premier objet de grande envergure à être construit dans le cadre du projet Rail Baltica. L'appel d'offres pour la construction devrait être annoncé en avril de l'année prochaine, et les travaux de construction pourraient ainsi commencer en septembre.

Energie

- Statistics Estonia a enregistré pour 2019 une baisse de la production d'électricité (-39%) due à la diminution de la consommation de schistes bitumineux dans les centrales électriques. Alors que 76 % de l'électricité était produite à partir de schistes bitumineux en 2018, cette part n'était que de 57 % en 2019. Cette même année, la production de schistes bitumineux était de 15,9 Mt, soit 38 % de moins que l'année précédente. Les importations d'électricité ont toutefois augmenté. Par rapport à l'année précédente, les importations d'électricité en provenance des pays nordiques ont augmenté de 40 %, ce qui représente 86 % des importations totales d'électricité. Dans le même temps, les exportations



d'électricité – dont 76% sont dirigées vers la Lettonie – ont quasiment été divisées par deux. On note enfin l'augmentation progressive de la production d'électricité renouvelable (+5% en 2019). La production d'énergie éolienne, qui représente un tiers de la production d'énergie renouvelable, a augmenté de 8 % par rapport à l'année précédente. La production d'électricité à partir de combustibles ligneux a augmenté de 4 % par rapport à l'année précédente et représente près des deux tiers de la production d'énergie renouvelable.

- Au cours des huit premiers mois de l'année 2020, Enefit Green a produit 876 GWh d'énergie électrique à partir de sources renouvelables, soit 18 % de plus que pendant la même période il y a un an. La filiale d'Eesti Energia a également finalisé l'acquisition du développement du parc éolien de Tolpanvaara auprès de Metsähallitus, qui gère la forêt domaniale finlandaise. Il s'agit du premier développement de parc éolien d'Enefit Green en Finlande.
- Deux centrales solaires photovoltaïques d'une capacité totale d'un peu plus de 7 MW seront construites dans le parc industriel de Narva. Elles couvriront les besoins annuels en électricité d'environ 3 000 familles de la ville de Narva, à la frontière nord-est. Avec 15,000 panneaux photovoltaïques, le parc deviendra l'un des plus grands d'Estonie. Le coût du projet devrait s'élever à approximativement 4 M€.
- L'entreprise Skeleton Technologies s'est associée à l'Institut de technologie de Karlsruhe, l'un des plus grands établissements de recherche et d'enseignement d'Allemagne, pour achever le développement de sa SuperBattery. Pour rappel, ces batteries sont capables de se recharger en seulement 15 secondes et peuvent supporter des centaines de milliers de cycles de charge sans se dégrader – contrairement aux batteries lithium-ion qui ont une durée de vie de 1000 à 1 500 cycles. La start-up a également signé une lettre d'intention d'1 Md€ avec un grand équipementier automobile.
- La société Eesti Gaas a décidé de ne plus proposer que de l'électricité produite à partir d'énergie solaire. Puisque l'entreprise produit sa propre énergie solaire, cela lui permet de maintenir le prix de son électricité à un niveau bas.

Transports

- L'Estonie a dévoilé une première version de son plan « Nouveau transport et mobilité » pour la période 2021-2035. Ce plan s'inscrit dans une vision plus large visant à réduire de 23 à 38% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035. Dans cette optique, la part des énergies renouvelables dans le secteur du transport devra atteindre au moins 22,7%. Le plan prévoit de faire passer la proportion de personnes se rendant au travail par les transports publics, à vélo ou à pied de 38 % à 45-55 %. L'Etat estonien entend également appliquer le principe du « pollueur-payeur » de manière plus rigoureuse, notamment en taxant les carburants en fonction de leurs émissions spécifiques et de leur valeur énergétique. La troisième priorité, selon le Ministère des Affaires Economiques et des Communications, est le développement des autoroutes pour réduire le temps nécessaire pour se rendre d'un endroit à un autre et augmenter la sécurité sur les routes. Le plan de développement se donne enfin pour objectif de rendre le secteur du transport maritime plus compétitif et plus écologique et de le relier à d'autres infrastructures. Les objectifs en matière de transport maritime consistent notamment à faire passer 50 navires sous pavillon estonien. En outre, selon le plan de développement, les liaisons aériennes seront préservées afin d'assurer la compétitivité de l'économie. Il s'agira notamment de développer de nouveaux secteurs d'activité et de maintenir entre 40 et 55 services aériens réguliers en exploitation tout au long de l'année.
- La société de transport estonienne Bolt s'est engagée à atteindre la neutralité carbone d'ici la fin de l'année. Pour ce faire, Bolt prévoit de soutenir divers projets de compensation du dioxyde de carbone, tels que la plantation de forêts et la production d'énergie renouvelable. En outre, Bolt s'engage à contribuer au développement durable des trottinettes électriques et à réduire ses déchets. La licorne estonienne promet également d'employer des mécaniciens dans les villes où elle opère, ce qui permettra des réparations et un entretien réguliers. La société prévoit enfin de passer progressivement à l'utilisation exclusive d'électricité renouvelable dans ses entrepôts (y compris pour la recharge des trottinettes électriques) avant la fin de l'année 2021.
- Le Ministre des Affaires Economiques et de l'Infrastructure Taavi Aas a signé un projet de loi pour une enveloppe de 4 M€ destinée à l'achat de bus électriques, la construction de bornes de rechargement et la collection de données sur le trafic routier. La subvention sera accordée aux entreprises souhaitant faire l'acquisition d'au moins huit bus de ville – ainsi que des infrastructures connexes. Les bus devront utiliser de l'électricité produite à partir d'énergie renouvelable.
- La compagnie aérienne estonienne Nordica est sur le point de terminer cette année avec une perte d'exploitation de 23 M€. Elle pourrait faire faillite d'ici la fin de l'année si elle ne reçoit pas d'aide d'État.
- Le Conseil du Parlement estonien, envisage de fusionner l'Administration de l'Aviation Civile, l'Administration Routière et l'Administration Maritime en une seule et unique autorité qui serait appelée



- « Administration de la Mobilité ». Le secrétariat général adjoint aux affaires maritimes sera relié au Ministre des Affaires Economiques et des Communications.
- Le Ministère des Affaires Economiques et des Communications pourrait retirer à Flixbus sa licence d'activité. La branche estonienne de la compagnie allemande n'a en effet pas demandé de copie certifiée de sa licence d'activité au cours des six derniers mois, ce qui signifie que la société n'a pas réellement effectué de transport de passagers à titre onéreux. Ainsi, de l'avis du Ministère, la société ne répond pas aux exigences de la réglementation en vigueur dans l'Union européenne et s'expose ainsi à un potentiel retrait de sa licence.
 - Conformément au budget 2021 approuvé par le gouvernement estonien, l'Administration Routière devrait recevoir 25 M€ supplémentaires l'année prochaine pour commencer l'élargissement du tronçon Karevere-Kardla pour en faire une route à quatre voies.
 - Le port de Tallinn a installé les derniers systèmes d'alimentation à quai ABB sur cinq de ses quais dans le port de la vieille ville. Cet investissement d'une hauteur de 3,5 M€ permet aux navires de réduire leurs émissions et la pollution sonore pendant les séjours dans le port et de réduire leur consommation de carburant. A terme, la société prévoit d'équiper un total de 12 navires de croisière, pour un montant total de 6 M€.

Commun inter-balte

- Le Ministre du Transport lituanien Jaroslav Narkevic a rappelé à ses homologues lettons et estoniens de présenter leur plan concernant les changements du modèle d'implémentation du chemin de fer Rail Baltica et à la gestion des infrastructures en Lettonie et en Estonie. La Lettonie et l'Estonie prévoient en effet de donner plus de pouvoirs à RB Rail, la société inter-balte qui coordonne le projet, et de réaliser toutes les acquisitions publiques par l'intermédiaire de cette société. La Lituanie prévient que des changements précipités pourraient retarder la construction et d'autres travaux dans le cadre de ce projet. Pour assurer le bon fonctionnement de Rail Baltica, les gestionnaires de l'infrastructure de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie doivent s'entendre sur une coopération et répartir clairement les fonctions entre les sociétés qui mettent en œuvre le projet.
- Lors d'une conférence de presse à la fin du mois de septembre, le Ministre du Transport lituanien Jaroslav Narkevic a exprimé son inquiétude concernant le modèle de gestion commune du projet Rail Baltica : « Il y a une période où nous pouvons améliorer les souverainetés organisationnelles et managériales, mais alors que cette soi-disant amélioration menace la continuité du projet, nous devons dire clairement si nous devons poursuivre dans cette voie ». Le Ministre lituanien a également confié explorer depuis quelques temps la piste d'une construction indépendante sur le territoire lituanien. Il n'a toutefois pas précisé s'il considérait un retrait de la Lituanie de la société inter-balte, RB Rail, chargée de mener le projet à bien. La Lettonie et l'Estonie souhaiteraient que la mise en œuvre de Rail Baltica soit plus intégrée. Mais la Lituanie résiste et souhaite poursuivre la mise en œuvre du projet de manière indépendante et laisser la maintenance des infrastructures construites à Lietuvos Geležinkeliai (la compagnie de chemin de fer lituanienne). Les États baltes se disputent depuis un certain temps déjà sur le modèle de mise en œuvre de Rail Baltica.
- Les ministères estonien, letton et lituanien responsables de la politique énergétique sont parvenus à un accord concernant le commerce d'électricité avec les pays tiers. L'accord comprend un tarif commun pour l'utilisation des infrastructures et la réduction du volume des échanges avec les pays tiers. Le commerce d'électricité entre les pays baltes et les pays hors Union européenne sera réduit de moitié. Les échanges d'électricité avec le Bélarus vont s'arrêter après le lancement de la centrale nucléaire d'Astravyets et un système certifiant l'origine de l'électricité va être mis en place. Dans une moindre mesure, le commerce d'électricité sera dirigé vers la section russo-lettonne en utilisant les capacités excédentaires du commerce intra-baltique. Le volume des échanges d'électricité entre Kaliningrad et la Lituanie restera inchangé. Le commerce d'électricité entre les pays baltes et les pays hors Union européenne sera réduit de moitié. Cet accord sera valide jusqu'en 2025, date à laquelle les Etats baltes rejoindront le réseau européen continental.
- Les gestionnaires de réseaux de transport des pays baltes ont soumis une nouvelle méthodologie commune aux autorités de la concurrence de leur pays respectif afin de calculer la capacité de transport disponible pour les échanges d'électricité avec la Russie après le lancement de la centrale nucléaire d'Astravyets au Belarus. Avec les frais de réseaux qui seront imposés sur l'électricité entrant dans les pays baltes, la méthodologie proposée permettrait de réduire de moitié les échanges avec la Russie, y compris la région de Kaliningrad. Cette nouvelle méthode constitue une étape importante vers la désynchronisation du réseau électrique des Etats baltes avec la Russie. Pour rappel, il est prévu que les pays baltes rejoignent le réseau européen continental à la fin de l'année 2025.



- Les administrations routières d'Estonie et de Lettonie lancent un projet de coopération de 2,6 M€ visant à rendre la circulation sur l'axe international plus sûre et plus fluide et à réaliser des économies de temps de conduite. Diverses solutions technologiques intelligentes (STI) de gestion du trafic, de surveillance et de notification des usagers de la route seront mises en place sur les tronçons estono-lettons de l'itinéraire Tallinn-Tartu-Luhamaa-Riga en 2020-2022, a déclaré l'administration des routes estonienne. La gestion dynamique du trafic et la notification des usagers de la route fourniront la flexibilité nécessaire afin de permettre des limitations de vitesse adaptées aux conditions météorologiques et de circulation et permettront des vitesses plus élevées allant jusqu'à 110 km à l'heure lorsque les conditions le permettent en hiver, ce qui entraînera des économies importantes de temps de conduite.
- Les Ministres des Affaires Economiques estonien et letton ont signé un mémorandum d'entente sur le développement d'un parc éolien offshore. Il s'agit du premier accord de ce type dans la région. Selon le ministre estonien Taavi Aas, « ce type de coopération est unique au monde, car deux pays vont combiner leur volonté et leurs connaissances pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement tout en augmentant la production d'énergie renouvelable ». Les deux ministres estiment que le projet pourrait être le premier d'une série de projets phares d'éoliennes offshore dans le cadre du Plan d'interconnexion des marchés énergétiques de la Baltique (PIMERB). La signature du mémorandum devrait être suivie d'une analyse coût-bénéfice du projet. L'entreprise en charge de le mener à bien sera ensuite sélectionnée au biais d'une compétition publique. La taille du parc éolien prévu est de 1 000 MW, ce qui représente environ 20 % de la consommation électrique des deux pays.
- Selon une étude du Stockholm Environment Institute, les pays baltes sont en avance par rapport aux pays du Nord sur l'intégration de la circularité dans l'industrie de l'habillement et du textile. Les niveaux de consommation de textiles neufs sont nettement inférieurs à ceux des pays nordiques, par exemple, et l'achat de vêtements d'occasion est un élément établi de la consommation des ménages. Les textiles d'occasion représentent 29 % de la consommation totale en Lettonie et en Lituanie et 16 % en Estonie. En outre, la région dispose d'importantes installations de tri et de traitement des textiles usagés, axées sur la réutilisation, qui, avec des incitations et une volonté politique appropriées, pourraient être développées pour traiter également les textiles non réutilisables destinés aux marchés émergents du recyclage. Les États baltes importent plus de 90 000 t de textiles usagés par an, qui sont traités pour être réutilisés à la fois dans les pays baltes et sur les marchés d'exportation. Jusqu'à un quart de ces importations proviennent des pays nordiques. Cependant, la collecte de textiles usagés auprès des ménages de la région balte est sous-développée.

© 2014 – Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @FranceEcoPoland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.